



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

presse

Question au Gouvernement n° 3765

Texte de la question

SITUATION DE LA PRESSE

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Patrick Bloche. Ma question s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication.

Disparition, prévue demain, de la version papier de *France Soir*, avec à la clé quatre-vingt-neuf suppressions d'emplois sur cent vingt-sept, redressement judiciaire programmé lundi pour *La Tribune*, plan d'économies prévoyant trente à quarante départs volontaires pour *Les Échos*, dépeçage annoncé de *L'Expansion* dans le cadre d'un projet de restructuration intégrant *L'Express* : les mauvaises nouvelles se succèdent dans la presse française.

Elles touchent tout particulièrement les journaux d'information économique et financière, au moment même où, en pleine crise de la zone euro, nos concitoyens et les acteurs économiques ont plus que jamais besoin, pour se forger leur opinion, d'une presse pluraliste et d'un journalisme de qualité reflétant la diversité des analyses et des points de vue.

Après avoir trop longtemps été, soit passif, soit fataliste, le Gouvernement s'est risqué, par votre voix, monsieur le ministre de la culture et de la communication, à quelques commentaires d'une grande légèreté. Concernant *France Soir*, je vous cite : " c'est compliqué de demander à M. Pougatchev de remettre la main au pot ". Quant à la recherche actuelle d'un repreneur pour *La Tribune*, propriété de Mme Decamp, je vous cite encore : " C'est la dame qui est en train de suivre deux pistes différentes. J'espère bien qu'elle va y arriver ". Justement, monsieur le ministre : vous en avez dit trop ou pas assez, quand on sait que M. Soubie, ancien conseiller social de M. Sarkozy, est en embuscade pour la reprise de *La Tribune* !

Quelles sont donc ces deux pistes que vous évoquez et, surtout, quand allez-vous vous mobiliser pour sauver l'essentiel, à savoir l'indépendance de la presse à l'égard des intérêts économiques et le pluralisme de l'information ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Mitterrand, ministre de la culture et de la communication.

M. Frédéric Mitterrand, *ministre de la culture et de la communication*. Monsieur le député, je ne vous ai pas attendu pour me mobiliser pour la presse, contrairement à ce que vous laissez entendre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur certains bancs du groupe NC.*)

Jamais l'État n'avait réformé si rapidement et si profondément le secteur de la presse, à l'heure où la communication et les médias sont confrontés à une révolution numérique sans précédent. L'État a consacré près de 580 millions d'euros en moyens nouveaux sur trois ans.

La presse enregistre des résultats prometteurs, contrairement à ce que vous dites, en bon adepte de la dépression culturelle permanente : redressement du chiffre d'affaires du secteur en 2010, chiffres de ventes qui affichent une hausse de la presse quotidienne nationale et progression générale de la presse d'actualité.

Néanmoins, dans ce climat, il est certain qu'un certain nombre de titres connaissent des difficultés. *La Tribune*, par exemple, si elle a prouvé, depuis sa création, qu'elle contribuait fortement à l'information économique de qualité, elle n'a jamais atteint l'équilibre financier. Une vingtaine de propositions, et non seulement deux, ont été déposées à ce jour, dont certaines envisagent un modèle bimédia. C'est encourageant sur la qualité et la crédibilité du titre.

M. Patrick Bloche. Pourquoi parle-t-on de seulement deux propositions ?

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. Je viens de vous dire, monsieur Bloche : il y en avait deux au départ, il y en a vingt maintenant. Les choses évoluent dans un sens positif, et c'est notamment parce que le ministère de la culture et de la communication, que j'ai l'honneur de servir, s'en occupe !

M. Patrick Bloche. N'importe quoi !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. *France Soir* subit, quant à lui, les conséquences d'une crise que l'on connaît depuis une vingtaine d'années et ce ne sont pas les 70 millions injectés par M. Pougatchev qui ont permis de redresser le titre. *France Soir*, c'est aussi une marque qui appartient à la mémoire de la France tout entière.

M. Patrick Bloche. Justement !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. À ce titre, j'insiste auprès de M. Pougatchev pour qu'il prenne en compte toutes les difficultés, notamment celles des journalistes, pour lesquels nous avons créé une cellule particulière,...

M. Jean-Pierre Brard. Une cellule psychologique ?

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. ...avec une convention signée avec deux ministères pour les aider à retrouver le plus vite possible un emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3765

Rubrique : Presse et livres

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 décembre 2011